

CONTRE la REPRESSION AGISSONS pour les LIBERTES

« Devant les difficultés croissantes qu'il rencontre pour imposer sa politique contraire aux intérêts et aux aspirations des travailleurs, et de la population de notre pays, le pouvoir renforce, dans tous les domaines, le caractère autoritaire de son intervention.

Il essaie ainsi d'empêcher que s'exprime librement et démocratiquement l'opinion du pays. Il cherche à entraver l'action légitime qui se développe face à cette politique.

Après d'autres attaques contre les libertés qui ont déjà entraîné de larges ripostes, plusieurs faits récents démontrent le renforcement méthodique de l'autoritarisme du régime.

Le pouvoir emploie de plus en plus fréquemment la répression policière contre les travailleurs.

L'intervention de la police dans les locaux mis à la disposition des grévistes de Lip par la municipalité de Besançon souligne sa volonté d'employer tous les moyens en vue de faire échouer toute solution positive.

Il veut exercer une vengeance contre les travailleurs de Lip, qui, par leur lutte courageuse pour le maintien de leur entreprise et la garantie de l'emploi, portent accusation contre sa politique.

De nombreux autres faits confirment cette répression gouvernementale et patronale :

- intervention de la police contre les travailleurs, notamment, aux entreprises L.M.T. à Lannion, et C.I.T. à la Rochelle,
- licenciement de délégués syndicaux et autres atteintes au droit syndical dans le secteur privé comme dans les secteurs public et nationalisé.

Pour notre département la direction de Motorola détient la palme, venant une fois de plus de s'illustrer par le licenciement de deux travailleurs et l'envoi de militants devant la justice lors du conflit qui l'a opposé au personnel de son entreprise.

- répression et intimidation contre les travailleurs immigrés ; absence de mesures effectives contre les menées racistes,
- arbitraire et mesures disciplinaires contre les lycéens, les élèves des C.E.T. et les étudiants,
- maintien de la législation répressive sur l'avortement.

La crise de l'ORTF et ses récents développements, la révélation publique de la chasse aux sorcières démontrent la volonté du pouvoir d'aggraver sa main-mise sur tout ce qui se fait ou se dit sur les ondes. Dans le même temps, il ouvre la voie au démantèlement du monopole du service public au profit des intérêts privés.

Quelques jours avant la récente grève dans la fonction publique, le secrétaire d'Etat à la fonction publique ordonne aux préfets d'intervenir avec détermination auprès de la presse et les chefs de service pour que la grève soit minimisée et apparaisse illégitime.

Les écoutes téléphoniques, les liaisons entre les services de renseignements de l'armée et le ministère de l'intérieur, la multiplication des mises en fiches et le renforcement de la surveillance des militants politiques et syndicaux sont une grave atteinte aux droits des citoyens et menacent l'avenir même de la démocratie.

Tous ces faits éclairent le sens des propos de principaux responsables du régime et les menaces du premier ministre.

En fait, il s'agit d'une évolution globale destinée à imposer par la contrainte une politique impopulaire qui fait supporter aux travailleurs et à la grande majorité des Français les conséquences de la hausse des prix, de la crise monétaire, de la dégradation de l'emploi et menace aujourd'hui d'instaurer un blocage autoritaire des salaires.

Pour marquer un coup d'arrêt contre l'accroissement du caractère autoritaire et répressif du pouvoir.

Pour un avenir démocratique, pour une extension des libertés, les organisations soussignées appellent tous les travailleurs et la population du département à participer à la journée nationale d'action du :

MARDI 30 OCTOBRE

Elles décident qu'à Toulouse cette journée sera marquée par :

- l'envoi de télégrammes au premier ministre pour protester contre l'utilisation de plus en plus fréquente des forces policières contre les travailleurs et exiger l'ouverture des négociations chez LIP.

MANIFESTATION

QUI AURA LIEU A 18 H 30 DE LA PLACE

DUPUY A LA PLACE JEANNE D'ARC

L'information, la justice, la police, l'armée ne doivent plus être au service de la caste au pouvoir, elles doivent être au service du peuple et de la nation !

Le droit à l'emploi, à la formation et à des conditions humaines de vie et de travail sont des exigences profondément légitimes que les travailleurs entendent conquérir !

La démocratie et les libertés sont les conditions essentielles pour que puissent se réaliser ces exigences.